



Informations du Guatemala

1ère Année / N°31

5 août 1983

POLITIQUE

Le ministre de l'Intérieur présente sa démission
Accord entre le gouvernement et les partis politiques ?
Un conseiller d'Etat : Le retour des exilés n'est pas possible
Corruption au sein du corps diplomatique
Les néo-franquistes appuient le gouvernement guatémaltèque
Le gouvernement proteste contre la sentence de Belize

ECONOMIE

Les Etats-Unis annulent le prêt de 64 millions de dollars
La réforme fiscale est entrée en vigueur
Les autorités poursuivent les petits commerçants
Une politique économique erronée
Il n'y a pas de reprise dans le secteur du tourisme

INSURRECTION

L'Armée fait état d'affrontements
EGP : La crise est insoluble

CONTRE-INSURRECTION

Offensive militaire contre des civils dans le Chimaltenango
L'ONU augmente l'assistance alimentaire au Guatemala
Des prêches dans les écoles d'Etat

DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement n'accepte pas la résolution de la CIDH
Le régime militaire a rempli les prisons
CPG : Des limitations à la liberté d'expression
Le gouvernement contre les droits des travailleurs
Les problèmes augmentent dans l'enseignement

42 12.315

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR PRESENTE SA DEMISSION

Le colonel Ricardo Mendez Ruiz s'est démis de ses fonctions de ministre de l'Intérieur le 2 août.

L'ex-ministre, en remettant sa démission, avait sollicité auprès du chef du gouvernement un poste de commandant de brigade militaire mais il a été nommé Inspecteur Général de l'Armée et est entré en fonction le jour même.

Mendez Ruiz s'était rendu au Costa Rica en mai dernier, accompagné de Jorge Serrano, président du conseil d'Etat, pour inviter les secteurs de l'opposition à participer à "l'ouverture démocratique". Le ministre avait alors reconnu l'usure de l'armée, due aux affrontements avec les organisations guérilleras, et la nécessité de rechercher une crédibilité politique au régime en place. Jusqu'à présent, seuls les partis traditionnels de droite ont entamé des négociations avec Rios Montt.

Il n'y a pas eu d'information officielle sur la démission du ministre, qui a été provisoirement remplacé par le vice-ministre, Haroldo Cabrera.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES PARTIS POLITIQUES ?

"Nous avons accepté notre réalité politique" a dit le général Rios Montt lors de son traditionnel discours dominical, le 31 juillet, démontrant ainsi qu'il était satisfait de l'accord auquel le gouvernement et les groupes politiques sont parvenus sur la date des élections dans le pays.

Le chef du gouvernement a répété les termes de l'accord conclu le 28 juillet avec les groupes politiques : la convocation pour élire l'Assemblée Nationale Constituante aura lieu le 23 mars, la date des élections est fixée au 1er juillet et l'Assemblée Constituante entrera en fonction le 15 septembre de la même année.

Néanmoins, au cours d'une nouvelle réunion, le 4, le gouvernement a proposé la signature d'un autre accord, relatif à l'exercice des libertés politiques, qualifié par Rios Montt de "pacte entre hommes d'honneur ou pacte éthique". Mais les représentants des partis politiques se sont refusés à signer cet accord, considérant qu'il limiterait leur action.

Selon un porte-parole de la Centrale Authentique Nationaliste (CAN), le groupe d'extrême-droite, les représentants des partis politiques ne signeront un accord que si "toutes les garanties individuelles et collectives sont réunies pour instaurer un climat de liberté."

UN CONSEILLER D'ETAT : LE RETOUR DES EXILES N'EST PAS POSSIBLE

"Les guatémaltèques en exil ont d'excellentes raisons de ne pas revenir au pays, car les conditions de liberté et de sécurité ne sont toujours pas réunies", a déclaré, le 4 août, le conseiller d'Etat Cesar Augusto Toledo Penate commentant les sollicitations réitérées du régime aux milliers de guatémaltèques qui ont quitté le pays pour sauver leur vie.

Pour l'instant, le gouvernement n'a pas la possibilité de garantir aux exilés qu'ils ne seront pas assassinés, qu'ils ne seront pas socialement et économiquement marginalisés ... Il peut leur donner des garanties théoriques, abstraites mais non réelles ; les exilés ont raison de ne pas revenir maintenant au pays", a conclu Toledo Penate.

CORRUPTION AU SEIN DU CORPS DIPLOMATIQUE

Selon les récentes informations du chancelier Eduardo Castillo Arriola, Dora Ileana Castro de Caceres a été maintenue à son poste de troisième secrétaire de la mission du Guatemala à l'OEA jusqu'à son jugement devant la Cour de Farifax (Virginie). Mme Castro de Caceres, jugée par un tribunal nord-américain est accusée d'avoir participé directement, avec son époux, à la mi-juillet, à l'enlèvement de Celia Leonor Quinonez, épouse de l'ex-ambassadeur du Salvador aux Etats-Unis, Egber Quinones, membre d'une des plus riches familles du pays.

Malgré les efforts du gouvernement guatémaltèque pour minimiser l'importance du délit, l'acte de la fonctionnaire diplomatique constitue le plus grand scandale international auquel le corps diplomatique du pays se soit trouvé mêlé depuis 1960.

A cette époque, l'ambassadeur du Guatemala en Belgique avait été arrêté alors qu'il tentait d'introduire aux Etats-Unis, par la valise diplomatique, une quantité d'héorine équivalant à 20 millions de dollars.

LES NEO-FRANQUISTES APPUIENT LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

Selon les propos tenus le 3 juillet à Guatemala par Ernesto Vazquez Lopez, député espagnol de l'Alliance Populaire, son parti (d'opposition) appuiera les démarches du gouvernement guatémaltèque en vue de la reprise rapide des relations diplomatiques entre les deux pays.

Le 31 janvier 1980, le gouvernement espagnol (alors dirigé par Adolfo Suarez, de l'Union du Centre Démocratique), avait rompu les relations avec le Guatemala après que les forces de sécurité aient donné l'assaut et incendié le siège de l'ambassade d'Espagne où avaient péri tout le personnel diplomatique -à l'exception de l'ambassadeur Cajal y Lopez- ainsi que 32 paysans. Ces paysans occupaient l'ambassade pour dénoncer, au niveau international, les violations des droits de l'homme perpétrées par le régime de Lucas Garcia.

Ernesto Vazquez Lopez, vice-président de la Commission des Affaires Extérieures du Congrès espagnol, s'est entretenu avec le chef du gouvernement militaire, le général Rios Montt et avec plusieurs hauts fonctionnaires, à l'occasion d'une visite qu'il effectue dans plusieurs pays latino-américains. Cette visite vise le renforcement des relations entre les gouvernements de la région et son parti, dirigé par l'ex-ministre franquiste Manuel Fraga Iribarne.

LE GOUVERNEMENT PROTESTE CONTRE LA SENTENCE DE BELIZE

Le gouvernement du Guatemala a énergiquement protesté contre la condamnation à mort, à Belize de deux citoyens guatémaltèques, jugés pour l'assassinat, dans ce pays, d'un béclicéen et d'un guatémaltèque.

Le gouvernement guatémaltèque, qui n'a jamais tenu compte des recommandations des organismes internationaux quant à la suspension des condamnations à mort prononcées par les tribunaux spéciaux, a remis une note de protestation à la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme de l'OEA et au gouvernement britannique.

Le ministre des Relations Extérieures a assuré : "Belize est notre territoire ; en conséquence, nous ne reconnaissons pas la légitimité des décisions qui y sont prises". Selon Rafael Escobar Argüello, sous-secrétaire de presse du gouvernement, cette condamnation "a des implications politiques".

LES ETATS-UNIS ANNULENT LE PRET DE 64 MILLIONS DE DOLLARS

Annonçant l'arrivée du secrétaire nord-américain à l'Agriculture, John Block, le ministre de l'Agriculture, Leopoldo Sandoval Villeda a déclaré, le 3 août, qu' "à cette occasion, l'accord portant sur le prêt de 64 millions de dollars destinés à l'agriculture ne sera pas signé".

John Block était accompagné de Richard Cormack, haut fonctionnaire du département d'Etat, chargé des questions financières pour l'Amérique Latine.

Le ministre n'a pas expliqué les raisons pour lesquelles le gouvernement nord-américain n'accordera pas l'aide en question, promise par l'ambassadeur des Etats-Unis au Guatemala, Frédérick Chapin, le 18 juillet.

La nouvelle, interprétée comme un pas en arrière dans les promesses nord-américaines d'aide au régime guatémaltèque, a suscité le mécontentement des grands propriétaires terriens, à qui Rios Montt avait offert des crédits pour relancer l'économie agricole.

LA REFORME FISCALE EST ENTREE EN VIGUEUR

Les nouvelles mesures fiscales sont entrées en vigueur le 1er août ; elles touchent essentiellement les consommateurs et conduiront à la diminution de la consommation sur le marché intérieur, d'après les experts dans ce domaine.

Gonzalo Asturias, secrétaire des Relations Publiques de la présidence, a affirmé récemment : "Il est indubitable que la mise en application de la réforme fiscale permettra au gouvernement de la République de mener des négociations avec le Fond Monétaire International (FMI) pour obtenir des crédits".

Des dispositions spéciales de contrôle et d'inspection, effectuées par les forces de sécurité, accompagneront la mise en application de la réforme fiscale, pour éviter d'éventuelles manifestations dans la capitale et les principales villes de l'intérieur du pays.

LES AUTORITES POURSUIVENT LES PETITS COMMERCANTS

Selon des renseignements provenant du ministère des Finances, plus de mille petits commerçants se sont vus infliger une amende par des inspecteurs du gouvernement et 250 ont été détenus au cours d'opérations de la Garde Fiscale. Tel est le résultat, au 4 août, des mesures prises par le régime "pour juger et punir les vendeurs qui modifient les prix" immédiatement après l'entrée en vigueur de la réforme fiscale.

300 inspecteurs et d'importants contingents de la Garde Fiscale ont été envoyés sur les marchés populaires du pays "dans le but de veiller au respect des nouvelles mesures fiscales, particulièrement de la TVA", a indiqué le capitaine Baudilio Hichos, chef de l'une des opérations de contrôle.

UNE POLITIQUE ECONOMIQUE ERRONEE

La Chambre de l'Industrie s'est plainte, le 1er août, de ce que de nombreuses entreprises nationales et étrangères continuent à fermer leurs portes, en raison de la politique économique erronée du gouvernement. Il s'ensuit une augmentation du taux de chômage, estimé officiellement à 47% de la population active en mai dernier.

IL N'Y A PAS DE REPRISE DANS LE SECTEUR DU TOURISME

D'après un document de la Chambre du tourisme, diffusé le 2 août dans la capitale, "il n'y a pas de soi-disant reprise du tourisme -annoncée récemment par des porte-parole officiels-".

La Chambre du tourisme a fait savoir que plus de 30 établissements hôteliers sont au bord de la saisie et que plusieurs agences de voyage ont fermé, ayant été fortement touchées par la baisse du flux touristique.

En 1982, le département d'Etat nord-américain avait instauré pendant plusieurs mois le "Travel Advisory", système d'information sur les risques encourus par les citoyens de ce pays à voyager au Guatemala. En 1977, le tourisme était devenu la troisième source d'entrée de devises au Guatemala.

INSURRECTION

L'ARMEE FAIT ETAT D'AFFRONTLEMENTS

Le bureau des Relations Publiques de l'Armée a fait état, le 3 août, de deux affrontements entre les troupes gouvernementales et les insurgés, les 31 juillet et 1^{er} août, à Pueblo Nuevo, municipalité de Panzos, Alta Verapaz, et dans les environs du hameau de Chachil, municipalité de San Juan Ostuncalco, dans le département du Quetzaltenango.

L'armée a fait savoir qu'un groupe d'insurgés a tendu une embuscade à un convoi militaire, le samedi 30 juillet, dans le Nord-Ouest du pays. 3 rebelles ont été tués.

EGP : LA CRISE EST INSOLUBLE

"La crise économique, politique et militaire est insoluble ; elle est due à l'incapacité du régime à élaborer et à mettre en application un projet politique global qui concilie les divers intérêts de la classe dominante, de l'armée et de l'impérialisme et qui soit de surcroît compatible avec les impératifs de la guerre", affirme l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) dans un document cité par l'Excelsior le 3 août.

CONTRE - INSURRECTION

OFFENSIVE MILITAIRE CONTRE DES CIVILS DANS LE CHIMALTENANGO

Le Comité Paysan de l'Altiplano (Comité Campesino del Altiplano, CCDA) a dénoncé une opération militaire commencée il y a 24 jours dans les municipalités de San Martin Jilopeque, San Jose Poaquil et Tecpan, département du Chimaltenango, dans l'Altiplano Central.

Cinq compagnies d'infanterie et huit avions Arava, de fabrication israélienne, sont engagés dans l'opération ; de nombreux paysans sont portés disparus.

L'ONU AUGMENTE L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE AU GUATEMALA

Frédéric Chapin, ambassadeur des Etats-Unis, a annoncé que l'assistance accordée au Guatemala dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'Alimentation Mondiale serait intensifiée prochainement.

Le gouvernement guatémaltèque a reçu de l'ONU en août 82 deux millions de dollars dans le cadre du programme "Secours alimentaire", somme destinée à secourir pendant quatre mois les 125.000 réfugiés du Nord-Ouest du pays. Des organisations humanitaires ont dénoncé le fait que ces secours, administrés par l'Armée et les sectes fondamentalistes, sont affectés à la réalisation d'opérations contre-insurrectionnelles, par exemple les hameaux modèles, les patrouilles civiles et les travaux au service des militaires que les paysans sont obligés d'effectuer dans plusieurs régions du pays.

DES PRECHES DANS LES ECOLES D'ETAT

A Quetzaltenango (Ouest du pays), des parents se sont plaints, cette semaine, auprès des autorités chargées de l'enseignement, de ce que leurs enfants étaient contraints d'assister aux sermons religieux dans plusieurs instituts et écoles de la ville.

DROITS DE L'HOMME

LE GOUVERNEMENT N'ACCEPTÉ PAS LA RESOLUTION DE LA CIDH

Selon le vice-chancelier Edgar Sarceno Morgan, le gouvernement guatémaltèque s'opposera à la résolution de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) s'élevant contre les procédures juridiques employées par les tribunaux spéciaux et les verdicts qu'ils rendent.

Les tribunaux spéciaux, créés par Rios Montt en juillet 1982, ont déjà condamné à mort 15 personnes et environ 500 personnes sont encore sous leur inculpation.

"Il n'est pas du ressort de la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme de décider de l'application de la peine de mort au Guatemala", a déclaré le vice-chancelier.

LE REGIME MILITAIRE A REMPLI LES PRISONS

D'après le colonel Ricardo Mendez Ruiz, ex-ministre de l'Intérieur, le nombre de détenus dans les centres pénitenciaires du pays a augmenté de manière alarmante ces six derniers mois.

L'ex-ministre a expliqué cette augmentation par "le chômage et le taux élevé du coût de la vie, auxquels s'ajoute le fait que les forces de sécurité ne disposent pas des moyens nécessaires à la résolution des problèmes sociaux".

CPG : DES LIMITATIONS A LA LIBERTE D'EXPRESSION

"Le gouvernement a l'intention d'empêcher la libre expression des opinions dans les média, pour se mettre à l'abri des critiques et imposer ses vues à l'insu du peuple", a affirmé récemment l'Association des Journalistes du Guatemala (Camara de Periodistas de Guatemala, CGP), en félicitant l'Association des Avocats pour leur récent séminaire sur la liberté de pensée, réalisé fin juillet.

LE GOUVERNEMENT CONTRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS

Jorge Martinez del Rosal, représentant 25.000 employés municipaux licenciés récemment par le décret 44-83 a fait savoir que la demande adressée aux autorités de revenir sur leur décision n'a pas reçu de réponse. Les mesures exceptionnelles, les pressions et menaces de licenciements que les autorités municipales utilisent à l'encontre de ce secteur ont empêché l'exercice du droit de grève.

LES PROBLEMES AUGMENTENT DANS L'ENSEIGNEMENT

La Commission de l'Education du conseil d'Etat a indiqué le 29 juillet que l'absentéisme, l'abandon de l'école et l'échec scolaire ont considérablement augmenté depuis le début de l'année.

Selon la Commission, l'absentéisme des enfants scolarisables atteint le taux de 24% ; "de plus, seulement 40% des inscrits terminent l'année scolaire et sur 100 élèves inscrits en primaire, 14 arrivent à la fin du cycle".